



European Trade Union Confederation (ETUC)  
Confédération européenne des syndicats (CES)

Bruxelles, le 7 décembre 2011

BS/hc

## **Message urgent du Comité exécutif de la Confédération européenne des syndicats au Conseil européen**

Le Comité exécutif de la Confédération européenne des syndicats souhaite vous envoyer un message fort et urgent dans le cadre des discussions du Conseil européen sur les changements du traité de Lisbonne.

C'est vers l'avenir des citoyens que vos préoccupations doivent se diriger, et non vers l'opinion des agences de notation. Votre leadership politique commun est essentiel pour éviter l'effondrement de nos économies, la récession, le chômage de masse et la protestation sociale. N'étouffez pas la croissance et l'emploi. N'emprisonnez pas les pays de l'Union européenne dans un carcan économique. Ce n'est pas la bonne solution pour revenir à des budgets viables.

Le changement au Traité doit suivre un processus entièrement démocratique. Dans aucun cas, il ne peut être déguisé en un exercice technique. La Confédération européenne des syndicats demande à être impliquée pleinement dans le processus menant à tout changement au Traité. Il n'existe aucune solution rapide pour le Traité qui ne causera pas de désillusion supplémentaire chez les citoyens à l'égard de nos institutions politiques. Des solutions immédiates peuvent et doivent être trouvées pour répondre à la menace existentielle à laquelle est confrontée l'Union européenne.

Le projet de l'Union européenne unira les Européens s'il dispose des objectifs et des moyens pour représenter un outil de progrès social. Cela inclut le respect et la promotion des droits sociaux fondamentaux, notamment des droits syndicaux et de l'autonomie de la négociation. L'Europe sociale doit se développer et aller de pair avec l'intégration économique. La Confédération européenne des syndicats réclame l'inclusion d'un protocole de progrès social dans tout Traité révisé.

Nous invitons le Premier ministre de la prochaine présidence à rencontrer tous les responsables syndicaux européens début janvier pour discuter des inquiétudes et propositions de la Confédération européenne des syndicats.